



ROTARY CLUB DE BEYROUTH (1931)

Premier club du Liban - Doyen du District 2452



Le Bulletin

Volume 86 N°32

Année Rotarienne 2016 – 2017

Réunion du Lundi 27 Février 2017

Président du R.I. : **John F. Germ**

Gouverneur du District : **Saeed Bin Belaila**

Déléguée du Gouverneur : **Rima El Kadi**

Assistante du Gouverneur : **Bana Kobrosly**

Président du RC Beyrouth : **Toufic Aris**

Secrétaire du RC Beyrouth : **Aïda Cherfan**

Devise du Président du RI et du Club pour l'année 2016-2017

« Le Rotary au service de l'humanité »

Le Protocole

Ont assisté à la réunion :

22 Rotariens du Club

AMATOURY Antoine	CHOUERI Nicolas (PP)	GHANDOUR Misbah	MEOUCHY Rita
ARIS Toufic (P)	CODSI Reine	GHARZOUZI Gabriel	SAADE Riad (PP)
BIZRI Zouheir (PE)	DAOU Aïda	HAFAZ Antoine (PP)	SAWAYA Assaad (PP)
BOULDOUKIAN Meg (PP)	DEBAHY Pierre (IPP)	JABRE Raymond	TARAZI Roger (PP)
CATTAN Joëlle	EL SOLH A.Salam (PP)	MAHMASSANI Malek (PP)	
CHERFAN Aïda	FAYAD Halim (PP)	MENASSA Camille (PP)	

Rotariennes Visiteuses

- PE Jana Jabbour du RC Tripoli Cosmopolis
- PE Hayet Soukri du RC Marsa Plage (Tunisie)
- PP May Chmaytelly du RC Tripoli et son époux M. Mohamad Chmaytelly

Les Invités

- Dr Jana Jabbour, notre conférencière, invitée du Club ;
- S.E. Dona Marta Chalhoub, ambassadrice du Chili, invitée de PP Riad Saadé ;
- Mme Christiane Jeitani, Coordinatrice Nationale des Écoles Associées et Club UNESCO, invitée du PP Halim Fayad ;
- Dr. Joe Faddoul, Mlle Rana Mustapha Hindi, invités du PP Antoine Hafez ;
- M. Alex Samaha, invité de la PP Reine Codsi ;
- M. Roberto Khatlab, invité de Joëlle Cattani ;
- Mme Grace Aris, épouse du P. Toufic Aris ;
- Mme Wassila El Solh, épouse du PP Abdel Salem El Solh ;
- Mme Fadia Ghandour épouse de Misbah Ghandour.

Annonces de la Secrétaire

Les messages d'excuses

En voyage : PP Savia Kaldany, PP Aziz Bassoul (2 semaines), Yahya Hakim (3 semaines), Samir Nasr

Empêchement : PP Habib Ghaziri, pp Samir Hammoud, PP Pierre Kanaan, PP Henry Kettaneh, PP Maurice Saydé, PN Nabil Abboud, Rima Azar, Rosy Boulos, Robert Arab, Roger Ashi, Mansour Bteish, Walid Dabbagh, Mounir Douaidy, Habib Fayad, Gabriel Gharzouzi, Ronald Hochar, Nabil Kronfol, Gabriel Metni, Elias Nasr, Ahmad Tabbarah

Prochains évènements du Club

- Vendredi 17 mars 2017 à 20h30 – Concert de l'Orchestre Philharmonique du Liban en l'Eglise Saint Joseph des Pères Jésuites – Achrafieh ;
- Mercredi 5 avril 2017 à 18h – Vernissage de photos prises par les enfants d'Assafina et lancement du livre de ces photos, sponsorisé par notre club, à la galerie Tanit ;
- Jeudi 1^{er} juin 2017 à 20h – Théâtre fundraising « Le noir te va si bien » de la compagnie Free Vol, à la Salle Montaigne.

Le Courrier

- Mardi 28 février 2017 à 19h – Le RCB Cosmopolitan nous invite à assister à la conférence de notre camarade Ronald Hochar sur « Château Musar Wine », autour d'un « Cheese & Wine » ;
- 4-5 mars 2017 – Week-end "District Membership Seminar" au Ehden Country Club suivant programme déjà envoyé à tous les membres ;
- 11-14 mai 2017 – District Conférence 2451 – Hurghada en Mer Rouge – Egypte – Renseignements sur le site /conference2451org/ ;
- Calendrier RCL de tous les événements des RC du Liban, mis à jour par PP Samar Saab.

Compte-Rendu de la Réunion Statutaire

Toufic Aris a présidé cette réunion statutaire qui a eu lieu cette fois-ci à 18h30 à l'hôtel Le Bristol ; dans le souci d'accommoder certains de nos camarades, il avait été convenu en début d'année rotarienne qu'au moins une fois le mois, et selon les disponibilités de nos conférenciers, les réunions se tiendraient en début de soirée.

Après avoir souhaité la bienvenue à tous nos invités de ce jour, Toufic Aris a rappelé à tous les Rotariens trois futurs événements rotariens importants, à savoir :

- a) Le concert de l'OPL en date du 17 mars parrainé par notre Club ;
- b) Le 5 avril, vernissage de l'exposition-photos d'Assafina ;
- c) Le 1^{er} juin, date réservée par notre Club pour la pièce de théâtre '*Le noir te va si bien*' au profit de nos différentes actions caritatives.

Avant de céder la parole à la Secrétaire Honoraire pour les annonces d'usage, le P T. Aris a invité la PE Hayet Soukri du RC Marsa Plage, Tunisie à présenter son Club en quelques mots :

« Merci de votre invitation cher Président Toufic ; votre Club est une référence par son ancienneté et par son expérience acquise ; je suis porteuse d'un message d'amitié, d'estime et d'amour de la part de mon pays envers le Liban et en particulier envers les Rotariens libanais.

Notre club, RC Marsa Plage du District 2010, a été fondé depuis seulement deux ans. Nous sommes uniquement des femmes. Le premier club de femmes en Tunisie. Mais malgré cette courte période nous avons réalisé plusieurs actions et des événements de grande envergure sur le plan national ; j'espère avoir un jour l'occasion de vous exposer un document illustré sur toutes nos activités.

Je suis très motivée quant à développer des liens avec le Liban et peut-être bien envisager la participation aux conférences de District en Tunisie et au Liban; nos deux pays devraient avancer ensemble pour le Rotary et pour *Servir d'abord*. » (*Extraits des propos de la PE H. Soukri*)



La présentation de la PE Hayet a été clôturée par un échange de fanions entre nos deux clubs. Le P Aris a vivement remercié Hayet Soukri pour ses petites attentions à l'égard de notre Club : les petits gâteaux et le cadeau-souvenir (un petit tarbouch qui renferme un porte-clés) offerts à tous les Rotariens à l'occasion de sa visite à Beyrouth.

Le PP Antoine Hafez a ensuite présenté Dr Jana Jabbour, notre conférencière et PE du RC Tripoli Cosmopolis, venue nous parler de la '*Lutte d'influence dans le M-O aujourd'hui – Ambitions de la Turquie*', en ces mots :

« Dr Jana Jabbour est détentrice d'un :

- Double Master en 'Sécurité Internationale' et en 'Économie Politique Internationale' de la London School of Economics (LSE) et de Sciences Po.,
- D'une Licence de la John Hopkins University,
- D'un Doctorat en Sciences Politiques de Sciences Po. – PARIS où elle est actuellement professeur ainsi qu'à l'Université St Joseph.



Elle enseigne l'Économie Politique, les Relations Internationales et la Diplomatie.

En sa qualité de spécialiste de la politique étrangère turque, elle vient de publier un livre aux Éditions du CNRS à Paris, intitulé : '*LA TURQUIE : L'Invention d'une Diplomatie Émergente*'.

Dr Jana Jabbour cofonde Samar Media, une webtélé produisant de courts documentaires sur les dynamiques politiques, culturelles et sociales à l'œuvre dans la région.

Dr Jabbour est multilingue ; elle maîtrise cinq langues: Arabe, Français, Anglais, Turque et Espagnol. » (*Présentation de Dr Jana Jabbour en Annexe 2*)

Jana Jabbour analyse en un temps record et avec beaucoup de charisme l'ascension et le relatif déclin de la puissance turque dans la région à partir des années 2000. Son discours clair et objectif résume l'histoire récente de la Turquie et ce depuis le début de notre siècle :



- a) À partir des années 2000 la montée en puissance de la Turquie sur la scène internationale et sur l'environnement moyen-oriental, d'ailleurs popularisée par le slogan : *Zéro problème avec les voisins*. Une ascension remarquable également sur les plans économique, social, culturel et humain. Cette conception fut orchestrée par A. Davutoglu - ministre des Affaires étrangères d'abord, puis Premier ministre – qui considère que la Turquie devrait construire une sphère d'influence au M-O. ; pour cela il était nécessaire qu'elle se réconcilie à la fois avec son identité musulmane et son héritage impérial : La Turquie a réussi à incarner un modèle dont les pays arabes peuvent s'inspirer pour réussir leur propre transition vers la modernité et le développement.
- b) Ankara - Le défi des révolutions arabes
Dans les premières révolutions arabes (Tunisie, Égypte, Libye), la Turquie a fait preuve de prudence ; une fois les régimes renversés, elle a joué le rôle de parrain des révolutionnaires. Par contre, lors de la crise syrienne, malgré les grands efforts déployés - diplomatie de la navette – la Turquie n'a pas réussi à débloquer la situation : Ankara est passée d'une politique de réaction et d'adaptation au changement en Syrie à une politique d'impulsion du changement faisant du renversement d'Assad une priorité.
- c) Repositionnement diplomatique turc
Les Kurdes syriens représentaient désormais un bien plus grand danger que le maintien au pouvoir d'Assad : En 2015 le régime – l'AKP – établit une collaboration militaire avec les Russes et l'armée syrienne. En juillet 2016, suite au coup d'État manqué, le gouvernement lance une opération armée à l'extérieur du pays, d'une part pour occuper l'armée, d'autre part pour montrer que le pays est en danger...
- d) Politique de Compensation
Suite à sa perte d'influence au Levant, la Turquie se tourne vers le Golfe : Rapprochement avec l'Arabie et le Qatar dans le but de contenir la montée en puissance de l'Iran.

Conclusion :

Ce positionnement risque de faire perdre à la Turquie son attrait au M-O qui repose justement sur le dépassement du clivage sunnite-chiite.

Plusieurs lignes de fractures traversent la société turque entre Kurdes et Turcs, entre laïcs et islamistes, entre partisans et opposants de l'AKP et entre sunnites et alévis...

Les coûts de l'enlisement de la Turquie dans la crise syrienne ont révélé que le M-O, au lieu d'être un tremplin pour Ankara, n'est plus désormais qu'un handicap et une épine dans le flanc du pays, en particulier depuis l'éviction d'Ahmet Davutoglu. (*Conférence de Dr Jana Jabbour en Annexe 2*)

Dr Jana a été vivement applaudie. Sa présentation fut suivie d'une intéressante session questions/réponses :

Intervention du PP Riyad Saadé : Vous n'avez pas parlé de la Turquie d'Ataturk ; vous n'avez pas parlé non plus des Kurdes...

Réponse : C'est la Turquie renfermée et autoritaire d'Ataturk qui a permis l'arrivée au pouvoir d'Erdogan en 2001. À cette époque le pays traversait une crise



économique grave. Erdogan a non seulement réussi à redresser l'économie de son pays mais il a aussi renversé le clivage entre Turcs noirs et Turcs blancs.

- a- La scène politique a toujours été structurée autour d'un clivage politique entre le Centre et la Périphérie : Le Centre qui est l'élite Kémaliste, la bureaucratie et les militaires ; laïcs et occidentalisés, ils ont contrôlé l'État et la bureaucratie et ont délibérément marginalisé la périphérie noire qui ne s'identifiait pas à l'idéologie Kémaliste. La force d'Erdogan fut de se présenter en porte-parole des Turcs noirs.
- b- Le problème kurde est un héritage de l'époque Kémaliste : L'AKP a fait des efforts d'ouverture envers la minorité kurde du pays : droits culturels et sociaux ; création d'une chaîne de télévision en langue kurde ; la possibilité de suivre des enseignements à l'école en langue kurde (au temps de l'empire ottoman les kurdes, étant sunnites, faisaient partie de la majorité du pays). Malheureusement les révolutions arabes n'ont pas aidé : La Turquie est restée passive devant le massacre des Kurdes par Daech ; le PKK a saisi l'opportunité de la guerre syrienne pour reprendre la violence armée. Finalement, Erdogan a sous-estimé la capacité et la ténacité de B. El Assad qui peut se vanter, aujourd'hui, d'avoir défendu la souveraineté de son pays contre toute intervention étrangère.

Intervention de Joelle Cattan : Vous avez mentionné que la détérioration des relations entre B. Al Assad et Erdogan était due au fait que B. El Assad n'a pas tenu compte des conseils d'Erdogan...

Réponse : En fait le revirement de la Turquie était dû à d'autres facteurs aussi :

- a- En août 2011 face au massacre des rebelles syriens à Hama par l'armée – rappel du massacre de la population de Hama du temps de Hafez el Assad – A. Davutoglu s'est vu incapable, surtout aux yeux de son peuple, de soutenir un tel acte.
- b- L'expansionnisme kurde sur le terrain : La crainte de la désintégration du territoire turc (Syndrome de Sèvres, suite à la signature du traité de Sèvres en 1920).

Intervention du PP Camille Ménassa : Comme vous le disiez, suite au printemps arabe, plus rien ne va plus : le rêve de recréer la Turquie d'avant Sykes-Picot s'est évaporé. Dans notre région les grandes puissances sont actuellement : Israël, la Turquie et l'Iran. Les Arabes, qui sont les plus nombreux et les plus riches, sont en dehors du jeu.

Réponse : En effet la Turquie se trouve dans un isolement régional à cause de sa position envers la Syrie, le Liban et l'Irak. La Turquie reste néanmoins socialement ancrée dans la région à cause de ses relais d'influence :

- a- La présence de Turkmènes en Irak et au Liban (Baalbeck)
- b- Les étudiants arabes boursiers de Turquie qui, une fois leurs études terminées, reviennent dans leur pays et forment des associations d'amitiés avec la Turquie (5 associations présentes à Tripoli au Liban ; en Égypte, en Jordanie et en Palestine)
- c- Probablement que l'avenir du M-O sera un avenir non-arabe.

Question de Aida Daou : Est-ce que le coup d'État de juillet 2016 fut un véritable coup d'État ou plutôt un coup d'État simulé ?

Réponse : C'était un vrai coup d'État et Erdogan a vraiment risqué sa vie.

Mais ce fut aussi l'occasion de faire d'Erdogan le *Père de la Turquie Nouvelle* (Comme la guerre de 1919 avait fait d'Ataturk le *Père des Turcs*).



Le P. T. Aris a vivement remercié Dr Jana Jabbour et lui a offert, au nom du RCB, le livre du 75^{ème} anniversaire du RCB et sur l'historique de la ville de Beyrouth, le livre *'La Terre, c'est Notre Vie'*, ainsi que le livret sur les personnes âgées.

Avant de lever la séance, un rappel a été lancé au sujet de la disponibilité au secrétariat des cartes d'invitations pour le concert de l'OPL que notre Club parraine en date du vendredi 17 mars, en l'église St Joseph des Pères Jésuites.

La séance a été levée à 20 heures.

Annexe 1 – Présentation par PP Antoine Hafez de Dr Jana Jabbour

La TURQUIE: Le tigre qui se réveille, l'Empire Ottoman qui réapparaît au XXI^e siècle par une intégration plus efficace dans la politique du Moyen-Orient. Est-ce une affirmation ou une tentative d'un rôle indispensable ?

Qui mieux qu'une spécialiste de la diplomatie turque au Moyen - Orient pour répondre à toutes ces interrogations ?

Le Rotary Club de Beyrouth a le plaisir d'accueillir ce soir Dr. Jana Jabbour, une jeune libanaise au parcours académique exceptionnel !

Détentrice d'un Double Master en 'Sécurité Internationale' et 'Économie Politique Internationale' de la London School of Economics (LSE) et de Sciences Po., ainsi que d'une Licence de la John Hopkins University, elle vient en outre de décrocher son Doctorat en Sciences Politiques de Sciences Po. – PARIS où elle est actuellement professeur ainsi qu'à l'Université St Joseph.

Elle enseigne l'Économie Politique, les Relations Internationales et la Diplomatie.

En sa qualité de spécialiste de la politique étrangère turque, elle vient de publier un livre aux Éditions du CNRS à Paris, intitulé : *'LA TURQUIE : L'Invention d'une Diplomatie Emergente'*.

En tant que politologue, elle est régulièrement l'invitée de chaînes télévisées comme France 24, Arte, LCI, RFI où elle analyse et commente l'actualité du Proche-Orient. Elle écrit régulièrement aussi dans la presse internationale tel que Le Figaro, Le Monde, Le Huffington Post et d'autres.

Avant d'entrer dans le monde de la recherche et de l'enseignement, elle a eu un parcours professionnel diversifié. Riche d'une expérience comme Assistante Législative au Congrès Américain, (Capitol Hill), elle rejoint le bureau de la Ligue Arabe à Paris comme responsable de communication. Elle travaille ensuite dans le domaine du conseil, dans le département 'Business Intelligence' de Deloitte à Dubaï.

Dans la foulée des révolutions arabes, Jana décide de cofonder Samar Media, une webtélé produisant de courts documentaires sur les dynamiques politiques, culturelles et sociales à l'œuvre dans la région. Avec un million d'abonnés, Samar Media est progressivement devenue une plateforme de débat entre les jeunes de la zone Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA).

Dr. Jabbour est multilingue, elle maîtrise cinq langues: Arabe, Français, Anglais, Turque et Espagnol.

Fille de deux célèbres universitaires libanais et rotariens, Dr. Jean Jabbour et Dr. Zahida Darwishe, Jana est elle-même membre co-fondatrice et présidente élue (2016-2017) du Rotary Club de Tripoli Cosmopolis, où elle a occupé les fonctions suivantes : Responsable du Comité d'Administration (2014-2015), Secrétaire (2015-2016) et maintenant Présidente élue (2016-2017).

Étant moi-même originaire de Tripoli, c'est pour moi donc un double plaisir de vous la présenter ce soir. Et sans plus tarder, je lui cède la parole. La tribune est à vous chère Jana !



Annexe 2 – Conférence de Dr Jana Jabbour

La diplomatie turque au Moyen-Orient : à la recherche d'une 'profondeur stratégique'

Quiconque contemple l'actuel paysage politique turc constate l'ironie de l'histoire: alors qu'il y a quelques années, à la veille des révolutions arabes, la Turquie avait acquis le statut de puissance régionale au Moyen-Orient et faisait figure de « modèle » d'un pays musulman démocratique et laïque, aujourd'hui elle semble être tombée de son piédestal et être passée du statut de « puissance » à celui de simple « acteur » en quête d'influence. Retour sur l'histoire de l'ascension, puis du relatif déclin, de la puissance turque dans la région.

Les années 2000 et le « retour » de la Turquie en Orient

Au cours de la décennie 2000, la Turquie a réussi grâce à son dynamisme économique, son activisme diplomatique et le volontarisme politique de l'élite au pouvoir à se présenter comme un acteur majeur du système international et comme une puissance émergente qui a l'ambition de rayonner à l'échelle mondiale. Cette montée en puissance de la Turquie sur la scène internationale s'accompagne de son affirmation comme une puissance régionale dans son environnement moyen-oriental.

Dans les années 2000, la Turquie s'engage au Moyen-Orient : sur le plan politique, ceci se manifeste par la pacification des relations bilatérales avec les États arabes - popularisée par le slogan « zéro problème avec les voisins » ; sur le plan économique, cet engagement se traduit par la signature d'accords de libre-échange et par l'application de nouvelles mesures favorisant une interdépendance turco-arabe.

Enfin, sur le plan social, culturel et humain, les échanges entre Arabes et Turcs se sont multipliés, comme le montrent l'essor du tourisme ou la popularité des feuilletons turcs au Moyen-Orient.

Ce « retour » de la Turquie en Orient, qui a été tantôt expliqué par l'identité « islamiste » du Parti de la Justice et du Développement (AKP), au pouvoir depuis 2002, et tantôt par la ressuscitation d'un réflexe impérial et « néo-ottoman », doit en réalité être replacé dans un contexte plus large. L'engagement prononcé de la Turquie dans la région est lié à l'affirmation de celle-ci comme puissance émergente et à la redéfinition de son rôle dans un monde post-bipolaire.

Le Moyen-Orient, « hinterland » indispensable pour une Turquie en quête de statut et de puissance

La conception d'un rôle nouveau pour la Turquie sur la scène internationale repose sur la vision d'un intellectuel devenu ministre des affaires étrangères puis Premier ministre : Ahmet Davutoğlu. Dans son opus magnum *Profondeur stratégique : la position internationale de la Turquie*, Davutoğlu réévalue les paramètres de la politique étrangère turque dans un monde post-bipolaire et propose une refonte de la diplomatie turque de façon à faire de son pays un « État central » et de lui permettre d'acquérir un statut digne de la grandeur passée. Pour cet universitaire inspiré des théories de géopolitique du XIX^{ème} siècle, la Turquie possède - grâce à sa position géographique unique sur la « ligne de rimland » et à son héritage impérial - une « profondeur stratégique », ce qui lui permet de développer une politique d'influence dans plusieurs espaces environnants et de se présenter comme un acteur incontournable sur la scène internationale.

Or, si tous les espaces environnants sont importants dans l'analyse du « Kissinger turc », le Moyen-Orient occupe une place de choix. Considérant que le Moyen-Orient est au cœur de l'Eurasie et que « quiconque contrôle l'Eurasie contrôle le monde », Davutoğlu considère que la Turquie devrait construire une sphère d'influence au Moyen-Orient et utiliser cet espace comme « hinterland » et arrière-cour, afin d'accroître sa valeur stratégique et d'acquérir à terme le statut d'« acteur central » et de « puissance mondiale ». En ce sens, le Moyen-Orient n'est pas conçu comme une monnaie d'échange contre Bruxelles ni même comme un espace de compensation. Il est plutôt pensé de façon instrumentale comme une zone d'influence et un tremplin, nécessaires pour l'affirmation de la Turquie comme puissance sur la scène internationale.

D'où l'insistance de Davutoğlu dans son livre sur la métaphore du tir à l'arc : « Il faut concevoir notre politique au Moyen-Orient à travers la métaphore du tir à l'arc ; plus nous tirons fort au Moyen-Orient et plus loin nous atterrirons en Europe et dans le monde ».

Par ailleurs, selon Davutoğlu, afin de réussir à construire une puissance régionale au Moyen-Orient, il est nécessaire que la Turquie se réconcilie avec son identité musulmane et son héritage impérial. C'est en étant forte de sa grandeur passée que la Turquie peut revendiquer une place plus avantageuse sur la scène internationale et régionale, digne de son histoire glorieuse.

En ce sens, l'invocation de l'islam, de l'Empire et du passé ottoman, loin d'être le reflet d'une politique panislamiste ou « néo-ottomane », est une ressource politique et une arme diplomatique au service des ambitions de la Turquie

émergente. Elle est censée à la fois légitimer sa quête de statut à l'échelle internationale, et faciliter son retour en Orient et la construction de sa puissance régionale.

Les vecteurs de l'émergence turque au Moyen-Orient: de nouveaux équilibres politiques et économiques intérieurs

La construction de la puissance régionale turque au Moyen-Orient, si elle repose sur une vision et une conception nouvelles du rôle et de la place de la Turquie, a aussi été rendue possible par une série d'évolutions intérieures, tant politiques qu'économiques, qui ont contribué à ouvrir la Turquie à son environnement arabe.

D'une part, sur le plan politique, les années 2000 voient l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle élite arabo-compatible, représentée par l'AKP ; celle-ci, de par son identité islamique conservatrice, est favorable à un rapprochement avec les pays arabo-musulmans. Aussi, contrairement à la décennie 1990 marquée par une succession de gouvernements de coalition, la décennie 2000 se caractérise par le maintien au pouvoir de l'AKP. Cette stabilité politique rend possible la mise en œuvre de la nouvelle politique étrangère turque et son ancrage dans la durée.

De plus, l'émergence d'un leader charismatique comme Recep Tayyip Erdoğan a joué un rôle crucial : d'abord en tant que Premier ministre et ensuite en tant que Président, Erdoğan a su incarner l'hypervolontarisme de la puissance émergente et, avec son ministre des affaires étrangères devenu Premier ministre, Ahmet Davutoğlu, il a formé le duo du leader charismatique populiste et de l'intellectuel, insufflant à la politique étrangère turque un nouveau dynamisme.

D'autre part, sur le plan économique, la construction de la puissance régionale turque a été motivée par la recherche de nouveaux marchés pour une économie turque en pleine croissance. Dans les années 2000, la Turquie se présente comme un « État commerçant » (*trading state*) tourné vers les exportations ; les marchés vierges du Moyen-Orient lui offrent alors de grandes opportunités encore inexploitées, surtout dans un contexte de saturation des marchés européens.

Enfin, l'affaiblissement progressif de la tutelle de l'armée sur la vie politique a éliminé un obstacle institutionnel de taille au rapprochement turco-arabe et ouvert de nouveaux horizons pour la diplomatie turque. Gardienne de la République et garante de l'héritage kémaliste, l'armée a toujours veillé à maintenir une distance entre Ankara et le monde arabe. Or, le rééquilibrage des rapports civilo-militaires au profit du pouvoir civil a permis d'émanciper la politique étrangère turque et de la « déverrouiller ». Le Moyen-Orient n'est plus conçu comme une zone de danger et de menaces ; il est désormais vu comme une zone de projection de la puissance turque, et un champ de manœuvre indispensable pour l'affirmation de la Turquie à l'échelle internationale.

La Turquie à la conquête du Moyen-Orient : stratégies et instruments d'une puissance moyenne émergente

Forte de sa « profondeur stratégique » et s'appuyant sur ses évolutions intérieures rendant possible une ouverture sur le Moyen-Orient, la Turquie s'est progressivement affirmé comme un pôle d'attraction régional. Grâce au déploiement d'une politique de « zéro problème avec les voisins », à la signature d'accords de libre-échange et à la promotion de la libre circulation des personnes à travers la levée des visas, Ankara a tenté de faire du Moyen-Orient une zone de paix et de prospérité qui graviterait autour d'elle.

Dans ce projet de « reconquête » de la région, la Syrie occupait une place centrale, Damas servant de porte d'entrée et de fenêtre de la Turquie sur le Moyen-Orient. En effet, tout au long des années 2000, les deux pays ont connu une véritable lune de miel : établissement d'un conseil de coopération stratégique, projet de mise en place d'une zone de libre-échange nommée « Şamgen » (en écho à Schengen) regroupant la Syrie, la Turquie, le Liban et la Jordanie, doublage des feuillets turcs en Syrie, entretien de relations très amicales entre les dirigeants des deux pays. Ce rapprochement turco-syrien était présenté comme la « success story » de la politique turque de bon voisinage et le baromètre de la réussite turque dans la région.

L'Irak et la question kurde ont, eux aussi, revêtu une importance particulière dans le projet de construction d'une puissance régionale au Moyen-Orient. En tentant de résoudre l'aporie de sa minorité kurde à travers le processus d'« ouverture démocratique » entamé en 2008, Ankara a voulu se libérer d'une « épine dans le dos » et assumer pleinement sa marche vers la puissance. De même, en se rapprochant des Kurdes du nord de l'Irak, elle avait pour objectif de renforcer son influence sur la scène politique irakienne : en passant par Erbil, Ankara a voulu arriver à Bagdad (où le président est kurde) et consolider sa présence dans un État-clé du Moyen-Orient, tout en confortant sa puissance économique en devenant le partenaire de choix d'un Kurdistan irakien en construction.

Par ailleurs, au long des années 2000, le Moyen-Orient a servi de champ d'expérimentation et de laboratoire politique où se teste la « nouvelle » diplomatie turque, mobilisant des stratégies, des méthodes et des moyens d'action originaux. En effet, pour s'ériger en puissance régionale dans son hinterland moyen-oriental, Ankara a

employé des instruments et des outils nouveaux spécifiques d'une puissance moyenne. D'une part, le gouvernement AKP s'est livré au jeu tribunitien de critique de l'ordre international et de la défense des « opprimés ». À travers l'insistance sur la « cause » palestinienne et l'élaboration d'un discours au ton néo-tiers-mondiste, Ankara a voulu gagner le cœur et les esprits des populations arabes. D'autre part, en s'engageant sur la voie de la médiation des conflits intra régionaux (Israël/Syrie, Hamas/Fatah, communautés libanaises), la Turquie a réussi à se présenter comme une puissance « bienveillante » qui propose des solutions aux crises et réconcilie les parties opposées.

Par ailleurs, en pratiquant la diplomatie du grand écart, c'est-à-dire en entretenant des relations décomplexées avec des acteurs antagonistes (l'Iran, Israël, Hamas, Fatah), Ankara est devenue un acteur incontournable du système international. Comme l'exprimait le chef de la diplomatie turc: « Je suis le seul à pouvoir dans une même journée tenir un meeting très amical à Téhéran puis me rendre au Caire comme un Égyptien, et puis prononcer un discours à Bruxelles comme n'importe quel dirigeant européen ; il n'y a aucune contradiction dans cela.

La Turquie a le statut unique d'un pays qui peut communiquer avec différents acteurs ». Or, c'est justement par cette capacité inédite à faire du jonglage diplomatique entre l'Orient et l'Occident et à s'insérer dans un système d'alliances occidentales (OTAN, UE) tout en étant un pays musulman en voie de développement, qu'Ankara a suscité admiration et respect dans la région. Enfin, à un niveau « social » /populaire, l'exportation massive de feuillets turcs, la création de centres culturels, et l'offre de bourses d'études aux étudiants arabes ont tous contribué à diffuser le « soft power » turc dans la région.

Ainsi, en l'espace d'une décennie, et en dépit du divorce historique qui a longtemps caractérisé les relations turco-arabes, la Turquie a réussi à se faire reconnaître comme un protagoniste essentiel du jeu moyen-oriental et comme un pôle de puissance majeur dans la région : elle est devenue un partenaire économique et commercial de poids pour les États arabes, et est même venue à incarner un « modèle » dont les pays arabes peuvent s'inspirer pour réussir leur propre transition vers la modernité et le développement.

Ankara et le défi des révolutions arabes

Or, les révolutions arabes ont remis en cause le statu quo régional et menacé de balayer les réalisations d'Ankara au Moyen-Orient. Face à cette donne nouvelle, le gouvernement AKP s'est montré d'abord prudent, avant d'emboîter le pas du changement. Dans les premières révolutions (Tunisie, Égypte, Libye), la réponse turque a consisté à réagir, de façon pragmatique, aux changements induits par les révolutions.

Une fois les régimes renversés, Ankara s'est contentée d'accompagner le changement en se présentant comme le parrain des révolutionnaires et en leur proposant un soutien matériel et un transfert de savoir-faire (organisation de séminaires de formation portant sur l'élaboration d'une campagne électorale, la mise en place d'un programme politique, les moyens de gouverner).

Or, le déclenchement de la crise syrienne a posé un tout autre défi pour le gouvernement turc: celui-ci avait en effet construit d'excellentes relations avec Bachar el-Assad, qui lui permettaient de mener à bien sa politique de bon voisinage à l'égard de l'ensemble du Moyen-Orient. Au début de la crise syrienne, procédant à un calcul rationnel, la Turquie a choisi de garder le silence vis-à-vis des révolutionnaires syriens : de mars à septembre 2011, dans une tentative de sauver le régime de leur « ami », Davutoğlu et Erdoğan ont pratiqué la « diplomatie de la navette », faisant des allers-retours réguliers entre Ankara et Damas pour convaincre Assad d'offrir des concessions aux révolutionnaires afin d'assurer la longévité de son régime.

Toutefois, à partir d'août 2011, l'intensification de la répression contre les révolutionnaires, l'entêtement de Bachar al-Assad, qui a fait la sourde oreille aux conseils d'Erdogan, et l'activisme accru du PYD, branche syrienne du PKK, ont mis fin à la politique de réalisme et de neutralité turque. Une inflexion majeure s'est alors produite : Ankara est passée d'une politique de réaction et d'adaptation au changement en Syrie, à une politique d'impulsion du changement, faisant du renversement d'Assad une priorité.

Or, l'enlisement de la Turquie dans l'engrenage syrien a eu des effets dévastateurs pour le pays. Sur le plan régional, les prises de position de la Turquie l'ont placée dans une situation d'isolement : son « zéro problème avec les voisins » s'est progressivement mué en un « zéro voisin sans problème » (détérioration des relations avec le Hezbollah, l'Iran, la Russie, l'Irak et l'Égypte).

Sur le plan international, les difficultés à rendre totalement hermétique les 910 km de frontière turco-syrienne ont poussé certains à dénoncer la Turquie comme une « autoroute jihadiste ».

Enfin, sur le plan intérieur, la crise syrienne a eu un « effet boomerang » : d'une part, l'afflux massif de réfugiés syriens a pesé lourd sur l'économie du pays (3 millions de réfugiés avec un coût de 10 milliards de dollars); d'autre part, les velléités des Kurdes syriens ont encouragé le PKK à la reprise de la lutte armée, tuant dans l'œuf le processus de paix avec les Kurdes turcs, entamé en 2008.

Surtout, la crise syrienne a conduit à une crispation autoritaire. Se sentant encerclé aux frontières et embourbé dans une situation conflictuelle dans son voisinage, le gouvernement turc dérive vers l'autoritarisme et la concentration des pouvoirs.

Le repositionnement diplomatique turc

Réalisant les coûts de sa politique syrienne, et prenant conscience de son incapacité à renverser Assad, le gouvernement turc revoit ses ambitions à la baisse. L'*empowerment* des Kurdes syriens et leurs avancées sur le terrain poussent Ankara à réordonner ses priorités : désormais, l'expansionnisme kurde en Syrie est perçu comme un plus grand danger que le maintien au pouvoir d'Assad. Ainsi, à partir de la fin 2015, le gouvernement AKP entame des négociations en coulisse avec le régime syrien, à travers une médiation russo-iranienne ; plus encore, une collaboration militaire étroite s'établit entre Russes, Turcs et armée syrienne (visible d'ailleurs lors de la reprise d'Al Bab).

C'est dans ce contexte de révision de la politique étrangère que le coup d'état de juillet 2016 a lieu. Le lancement de l'opération Bouclier de l'Euphrate en Syrie et de l'opération à Baachiqā en Irak sont à mettre dans le contexte de la réaction du pouvoir au putsch. En lançant une opération armée à l'extérieur du pays, le gouvernement AKP tente de réaliser deux objectifs.

D'une part, il entend « occuper » l'institution militaire et détourner son attention de la politique intérieure ; et d'autre part, il tente de consolider le pouvoir en interne en montrant aux Turcs que leur pays est en danger (et qu'il faut donc serrer les rangs), et en caressant leur sentiment nationaliste en leur promettant de reprendre Mossoul, un territoire « perdu » de l'Empire ottoman.

Enfin, afin pour compenser sa perte d'influence relative au Levant, la Turquie se tourne désormais vers le Golfe : en signant un accord de coopération stratégique avec l'Arabie Saoudite et en établissant une base militaire au Qatar, Ankara tente d'utiliser le Golfe comme un champ de compensation pour sa perte d'influence au Machrek. Aussi, ce rapprochement avec les pays du Golfe est censé permettre à Ankara de coopérer avec des États avec qui elle partage la même perception de la menace et les mêmes « peurs » géostratégiques : face à Téhéran qui retourne en force sur la scène internationale et qui rivalise avec Ankara pour le leadership régional, le gouvernement turc se rallie à l'alliance sunnite dirigée par Riyad dans le but de contenir la montée en puissance du « peer competitor » iranien.

Or, il n'est pas sûr que ce « pivot » vers le Golfe escompte les résultats attendus et puisse réellement renforcer la diplomatie turque. Au contraire, la « sunnitisation » de la politique étrangère turque risque de faire perdre au pays son attrait au Moyen-Orient qui reposait justement sur le dépassement du clivage sunnite-chiite et des rivalités et lignes de fracture traditionnelles dans la région.

Une Turquie polarisée et en perte de repères

Le paysage politique turc semble actuellement sombre. D'une part, le pays souffre d'une grande polarisation : plusieurs lignes de fracture traversent la société turque, notamment entre Kurdes et Turcs, entre laïques et islamistes, entre supporters et opposants de l'AKP, et entre sunnites et alévis. D'autre part, la dérive autoritaire et la volonté acharnée d'Erdoğan de présidentialiser le régime risquent de faire imploser le pays à l'intérieur et ternissent son image de « modèle » à l'extérieur ; en ce sens, si dans les années 2000 le leader charismatique a représenté un atout pour la Turquie, il est désormais devenu un fardeau.

Aujourd'hui, la marche turque vers la puissance semble plus que jamais compromise. Les coûts de l'enlèvement de la Turquie dans la crise syrienne ont révélé qu'au lieu d'être un tremplin pour Ankara, le Moyen-Orient est un frein, un handicap et une épine dans le dos. Surtout, avec l'éviction d'Ahmet Davutoğlu, qui a été l'architecte de la diplomatie turque pendant plus d'une décennie, la politique étrangère turque risque de devenir un bateau ivre, sans repères.
